

# PALMIER À HUILE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE\*

Le rythme effréné de développement de la culture du palmier à huile est probablement sans équivalent si l'on considère que la production de l'un des principaux produits de base sur les marchés mondiaux de matières premières agricoles a été multipliée par 10 en l'espace de 30 ans, et par 4 sur les 20 dernières années. L'explosion de la culture a été particulièrement spectaculaire dans le cas de la Malaisie et de l'Indonésie, qui représentent à elles seules 85 % de la production mondiale. Encore plus clairement que la Malaisie, l'Indonésie a décidé d'appuyer son développement sur l'essor de son agriculture, et notamment la culture du palmier à huile. Aidée par la libéralisation des échanges internationaux, par une demande croissante en huiles végétales, par un renchérissement des matières premières énergétiques se traduisant par l'affectation grandissante de certaines huiles concurrentes pour couvrir des besoins énergétiques, ce pays a multiplié par 30 (!) sa production depuis 1980 pour devenir, il y a quelques années, le premier producteur mondial. Ce développement explosif, fondé sur les mêmes ressorts que les schémas utilisés auparavant dans tous les pays producteurs, n'a souvent pas suivi l'accroissement international des exigences environnementales et peine à adopter les nouveaux standards du développement durable.

Pour cette raison, le palmier à huile est apparu à plusieurs reprises, et à son corps défendant, à la une de l'actualité. La dénonciation (justifiée) de pratiques de développement de la culture contraires à une gestion responsable de l'environnement ou le rappel (légitime) de certains inconvénients diététiques de la consommation de l'huile ont conduit, dans les pays occidentaux, à une véritable diabolisation de la plante et de ses usages. Médiatisées par des actions efficaces d'organisations issues de la société civile, les critiques ont suscité l'engagement de plusieurs grands noms de l'industrie agroalimentaire et de la distribution de limiter, voire de supprimer à terme, l'utilisation de l'huile de palme dans leurs produits. Elles ont aussi entraîné la dénonciation de contrats commerciaux conclus par d'importants transformateurs européens avec une grande société de plantation indonésienne. Pour leur part, les agences de financement du développement s'interrogent sur le bien fondé de leur appui à ce secteur et les chercheurs

du domaine eux-mêmes sont conduits à s'interroger sur les retombées de leurs travaux et doivent parfois se justifier jusque dans leur environnement familial.

À l'évidence, l'emballement des médias et des industriels craignant un boycott des consommateurs est largement exagéré. Le palmier à huile demeure sans rival pour sa productivité à l'hectare (le palmier produit aujourd'hui plus d'huile sur 14 millions d'hectares que le soja sur près de 100 millions), pour sa rentabilité, pour certaines propriétés technologiques des huiles de palme et de palmiste et son volume de production est nécessairement voué à s'accroître fortement, ne serait-ce que pour des raisons d'ordre démographique. Ne jetons donc pas le bébé avec l'eau du bain : ce qui peut être condamnable, ce sont des modalités particulières de la culture ou de l'usage des huiles, mais ni le palmier ni l'huile de palme ne sont intrinsèquement nocifs. Qu'on le veuille ou non, les engagements radicaux de rejet ou de substitution ne pourront d'ailleurs pas être tenus faute d'alternatives économiquement, technologiquement ou écologiquement crédibles. Les remèdes risqueraient d'ailleurs de s'avérer pire que le mal si les solutions de remplacement n'étaient pas examinées d'un regard critique mettant en balance leurs avantages et leurs inconvénients.

Même si la controverse actuelle s'appuie souvent davantage sur les ressorts de l'émotion que de l'analyse objective, elle crée cependant, les conditions d'une prise de conscience sur laquelle peuvent être échafaudées et acceptées des politiques mieux raisonnées et des mises en œuvre moins laxistes des principes affichés. C'est ainsi, par exemple, que la pression des opinions publiques a suscité la création de RSPO (Roundtable for Sustainable Palm Oil), exemple unique d'autorégulation à l'échelle mondiale d'un secteur entier, de l'amont à l'aval, sur des critères de responsabilité sociale et environnementale. À la différence de ce qui se passe dans d'autres domaines confrontés à des problèmes de même nature – les forêts, le commerce équitable, par exemple, où plusieurs instances de certification se font concurrence – RSPO a su s'imposer rapidement comme le lieu de rencontre reconnu par toutes les principales parties prenantes (les « stakeholders » suivant la terminologie dominante).

\*Dossier coordonné par Alain Weil et Jean-Claude Icart

## INTRODUCTION

Fort d'environ 500 membres asiatiques, américains du Nord et du Sud, ou européens, parmi lesquels les principaux planteurs indonésiens et malais, des firmes de négoce, de grandes sociétés occidentales utilisatrices (Unilever, Nestlé, etc.) des ONG comme le WWF et Oxfam, RSPO est devenu en un tout petit nombre d'années l'instance quasi exclusive de négociation et d'élaboration consensuelle des bonnes pratiques de culture et des normes de certification.

Après une phase de croissance très rapide marquée par une vague importante d'adhésions et par la déclinaison en cours dans les différents pays producteurs des règles générales élaborées dans le contexte asiatique, la pérennité de RSPO n'est toutefois pas encore totalement assurée. Les tensions y sont parfois vives, et la production certifiée durable n'a pas encore trouvé suffisamment de débouchés rémunérateurs justifiant son surcoût, bien qu'elle ne représente encore qu'une faible part de la production mondiale. Surtout, plus que des pressions des ONG et des associations de consommateurs qui influencent le comportement des grandes firmes utilisatrices par le biais des opinions publiques occidentales, la pérennité de RSPO et son efficacité seront conditionnées par l'attitude des deux principaux pays importateurs – la Chine et l'Inde, pour l'instant soucieuses quasi-exclusivement de sécuriser leurs approvisionnements et d'en diminuer le coût – et par la mise au point de mécanismes permettant d'associer les petits producteurs à cette dynamique.

Les signaux perçus très récemment à la huitième session annuelle de RSPO tenue à Djakarta en novembre 2010 sont plutôt

encourageants à cet égard mais demandent à être confirmés.

Ce cahier spécial d'OCL a pour ambition de contribuer à éclairer la problématique du développement durable de la culture.

En introduction, Hubert Omont met en perspective les termes de la controverse en rappelant quelques données fondamentales : les surfaces consacrées à la culture du palmier, la structure de la production, son impact social et environnemental, la place et les perspectives des biocarburants notamment.

Alain Rival et Estelle Jaligot expliquent ensuite comment les outils de la biologie moderne pourront être mis au service de la durabilité.

Tristan Durand-Gasselin, Lisa Blangy et leurs collègues du Cirad et de PalmElit complètent la présentation précédente du point de vue du sélectionneur confronté aux problèmes concrets rencontrés par les planteurs. Ils développent également la façon dont une firme semencière, en l'occurrence PalmElit, filiale du Cirad et de Sofiproteol, s'efforce de traduire dans sa pratique les objectifs et les règles de conduite élaborés au sein de RSPO.

Passant de la déontologie à l'éthique, Marie de Lattre-Gasquet et ses collègues du comité d'éthique commun au Cirad et à l'Inra présentent les réflexions de cette instance pour aider les directions générales des deux organismes à définir leur politique concernant la question particulière des biocarburants.

Thomas Skurtis, Guédi Ainaché et Didier Simon explicitent comment l'Agence française de développement et Proparco, qui ont entrepris, comme les autres bailleurs de fonds du développement que sont

la Banque mondiale et la Société financière internationale, de réexaminer leurs engagements dans le secteur controversé du palmier, justifient la poursuite de leur appui à cette culture en Afrique.

Cet ensemble de travaux est enfin illustré par l'étude réalisée par Claude Jannot du cas ivoirien, dans une approche chronologique qui décrit l'évolution du paysage en Afrique de l'Ouest et les contraintes particulières qui en découlent : les recompositions successives des acteurs (dans lesquelles les privatisations ont joué un rôle majeur), la place des petits producteurs, l'arrivée des grandes sociétés asiatiques, la situation foncière, etc.

Deux autres études de cas n'ont malheureusement pas pu trouver leur place dans le présent numéro d'OCL :

– une approche socio-économique des petits producteurs au Nigeria, premier pays producteur d'Afrique ;

– l'exemple du cheminement d'une société indonésienne, figurant parmi les leaders mondiaux de la production, pour mieux prendre en compte les paramètres de durabilité qui font maintenant consensus, parfois volontairement et parfois sous la pression des accusations portées à son encontre pour le non-respect de critères environnementaux .

Ces deux contributions à paraître ultérieurement et centrées sur la mise en œuvre effective des principes généraux issus des réflexions collectives sur le développement durable du palmier à huile compléteront utilement les thèmes présentés ici.

Alain Weil

Conseiller auprès du Président du Cirad  
Président de PalmElit